

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

M. Robert Cuypers

ADMINISTRATEUR

Me André de Pfyffer

Me Jacques Wittmer (jusqu'au 18 mars 2010)

Me Lionel Aeschlimann (jusqu'au 18 mars 2010)

Me Jean-Yves De Both (dès le 18 mars 2010)

DIRECTION GENERALE

DIRECTEUR GÉNÉRAL

*M. Dirk Eelbode **

MEMBRE

M. Daniel S. Hemmeler

DIRECTEUR

*M. Filip Sabbe **

*M. Josef Stirnimann **

*M. Patrice Berclaz **

M. Luc Synaeghel

DIRECTION & CADRES

DIRECTEUR

M. Jozef De Backer

DIRECTEUR ADJOINT

M. Bernard Dirickx

Mme Nadine Mertens

Mme Fabienne De Jonghe

SOUS-DIRECTEUR

M. Jos Mullie

M. Santiago Hernandez

Mme Patricia Richard

M. Patrick Franck

M. Ludo Wyns

M. Didier de Terwangne

Mme Catherine Schmid

FONDÉ DE POUVOIR

M. Gérald Munoz

Mme Sabine Neyman

MANDATAIRE COMMERCIAL

M. Jean-Luc Moncalvo

** Membre du Comité de direction*



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames, Messieurs,

La crise financière qui a débuté pendant l'été 2007, s'est intensifiée de façon graduelle et a connu son point culminant au cours du premier trimestre 2009. Nous avons été les témoins d'une défaillance du système capitaliste d'une ampleur historique. Une stabilisation fragile a été obtenue suite à des interventions sans précédent de la part des banques centrales et des plans de sauvetage et de relance massifs par l'ensemble des gouvernements occidentaux.

Les causes qui nous ont menés à cette 'tempête parfaite' sont multiples :

- La politique monétaire laxiste de l'air Greenspan a ouvert la voie à un surendettement des ménages américains et a contribué à une bulle spéculative dans l'immobilier tant aux Etats-Unis qu'en Europe.
- Le modèle d'affaires de certaines banques s'appuyait de plus en plus sur les activités de trading et de spéculation pour compte propre et les a écarté du métier de base qui réside dans l'intermédiation entre l'épargne et l'octroi de crédit. Leur effet de levier excessif a effacé leurs fonds propres en un temps record au moment où l'ensemble de leurs engagements (y compris ceux hors bilan) ont été ajustés à leur valeur réelle.
- La complexité et l'opacité de certains produits d'investissement ont mené à une mauvaise compréhension de ces produits et à une concentration des risques chez certains investisseurs.
- Les autorités de surveillance n'ont manifestement pas été à la hauteur de leur tâche et ont échoué dans leur mission principale qui était d'anticiper et de gérer les risques liés au secteur financier.
- Finalement, une morale déplorable de certains dirigeants d'instituts financiers a fait primer l'avidité à court terme sur la responsabilité et la création de valeur sur le long terme.

La situation début 2010 est certes beaucoup plus favorable mais des questions importantes restent ouvertes.

Le revers des flux monétaires ayant permis la restauration de la liquidité dans les marchés est un défi majeur à relever. Les banquiers centraux se trouvent sur un terrain inconnu. Le système capitaliste a été fragilisé et risque de rester sous 'infusion monétaire' pendant une période assez longue.

L'aggravation des finances publiques est une conséquence logique des actions de sauvetage du secteur financier et des plans de relance économique. Nous sommes par contre d'avis que cette crise n'est que le catalyseur de la dégradation des finances publiques et non pas sa cause principale. Le poids grandissant de l'appareil public et de la structure étatique inadéquate face au vieillissement de la population et à la globalisation de l'économie, nécessitent une refonte totale de notre système occidental de la sécurité sociale. A l'heure actuelle, la plupart des politiciens ne reconnaissent pas ou ne souhaitent pas reconnaître l'ampleur du problème et se contentent de traiter le secteur financier et en particulier les centres financiers offshore comme bouc émissaire. Cette négation de la réalité mettra inévitablement un frein à chaque réforme nécessaire et limitera toute reprise économique future. Ultiment les marchés financiers pénaliseront les pays défaillants. Dans ce contexte s'inscrit la crise actuelle de la dette publique grecque. Elle n'est que le prélude d'une tension qui risque de s'intensifier et de s'étendre vers d'autres pays dans les années à venir.

□ x □ x □ x □ x □ x □ x □ x □ x □ x □ x □ x □ x □ x □ x □ x □ x □ x □ x

Il nous semble logique que le marché reconnaitra les vertus de la Suisse qui occupe une place enviable dans cet environnement. Sa démocratie directe, sa structure équilibrée de Confédération, son secret bancaire et le respect pour l'individu, le poids limité de son appareil public et donc ses finances publiques saines font de la Suisse un pays disposant d'importants atouts pour le futur et lui donnera l'opportunité de se distinguer et de reconformer son statut historique de havre de sécurité dans des temps turbulents.

C'est dans le cadre décrit ci-dessus que la Banque Thaler a décidé d'engager de nouveaux collaborateurs et d'acquérir un nouveau fonds de commerce. Ainsi nos équipes à Genève seront renforcées considérablement et une nouvelle implantation à Bâle a été réalisée. Nous avons confiance en la place financière suisse sur le long terme et profitons de la crise actuelle pour accroître notre activité

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

Le total du bilan en date du 31.12.2009 s'élève à CHF 199'289'008. Le montant sous-jacent relatif aux opérations sur instruments financiers s'élève à CHF 402'251'784.

Le résultat des opérations de commissions totalise CHF 17'437'530 tandis que les opérations d'intérêts ont généré CHF 1'244'076. Les opérations de négoce, principalement les résultats de change clients, affichent un résultat de CHF 3'248'194. Le total des produits de l'activité ordinaire de la banque atteint ainsi CHF 21'930'270. Les charges d'exploitation restent bien maîtrisées et totalisent CHF 10'765'354. Le résultat brut est de CHF 11'164'916.

Les provisions ont été augmentées de CHF 3'900'000 et totalisent ainsi CHF 25'000'000. Ces provisions n'ont pas été constituées pour des risques spécifiques mais s'inscrivent dans notre politique de renforcement continu de la solidité financière de la Banque. Le total des fonds propres effectifs (y compris les réserves latentes) atteint ainsi CHF 55'409'603. Les fonds propres exigibles selon les règles émis par la FINMA sont de CHF 9'802'376, nous pouvons ainsi affirmer que la Banque dispose de fonds propres fortement excédentaires.

L'exercice 2009 se solde par un résultat net de CHF 4'222'227 après une charge fiscale de CHF 1'649'622.

PROPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le bénéfice disponible de l'exercice 2009 atteint CHF 5'469'603.

La répartition suivante est proposée à l'Assemblée Générale:

ATTRIBUTION À LA RÉSERVE LÉGALE GÉNÉRALE:	CHF	300'000
DIVIDENDE SUR LE CAPITAL-ACTIONS:*	CHF	3'960'000
BÉNÉFICE REPORTÉ:	CHF	1'209'603

* La Banque renonce au paiement du dividende sur ses propres actions. Le dividende proposé de CHF 3'960'000 n'inclut pas la part de dividende correspondant au 1% du capital-actions détenu par la Banque

Le mandat d'Ernst & Young SA, Genève, Organe de révision de la Banque, venant à échéance, nous proposons sa reconduction pour une nouvelle période d'un an.

Les actionnaires ainsi que les membres du Conseil d'Administration souhaitent remercier l'ensemble des collaboratrices et des collaborateurs qui ont fait preuve de courage, d'engagement et de professionnalisme pendant cette période turbulente. Nous remercions notre fidèle clientèle et nous nous engageons à être leur partenaire compétent dans le futur.

□ x □ x

BILAN AU 31 DECEMBRE 2009

(AVEC CHIFFRES COMPARATIFS DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE)

(EN FRANCS SUISSES)

	ANNEXE	2009	2008
ACTIFS			
Liquidités		15'245'468	4'845'287
Créances sur les banques		120'236'281	77'360'090
Créances sur la clientèle	3.1	47'920'400	38'670'276
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	3.2	3'612'475	2'971'492
Immobilisations financières	3.2	538'000	-
Participations	3.3	45'932	46'112
Immobilisations corporelles	3.4	4'607'566	3'404'257
Comptes de régularisation		1'302'899	327'039
Autres actifs	3.12	5'779'987	17'818'432
TOTAL DES ACTIFS		199'289'008	145'442'985
TOTAL DES CRÉANCES SUR LES PARTICIPANTS QUALIFIÉS		346'508	1'414'931

PASSIFS

ENGAGEMENTS

Engagements envers les banques		657'026	21'144
Autres engagements envers la clientèle		129'538'692	67'892'009
Comptes de régularisation		2'162'929	1'902'817
Autres passifs	3.12	7'560'758	18'379'639
Correctifs de valeurs et provisions	3.7	25'000'000	21'100'000
TOTAL DES ENGAGEMENTS		164'919'405	109'295'609

FONDS PROPRES

Capital social	3.8	20'000'000	20'000'000
Réserve légale générale		6'400'000	5'900'000
Réserve pour propres titres de participation		538'000	-
Autres réserves		1'962'000	2'264'175
Bénéfice reporté		1'247'376	54'460
Bénéfice de l'exercice		4'222'227	7'928'741
TOTAL DES FONDS PROPRES		34'369'603	36'147'376
		199'289'008	145'442'985
TOTAL DES ENGAGEMENTS ENVERS LES PARTICIPANTS QUALIFIÉS		1'837'117	755'273



RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION

A l'assemblée générale des actionnaires de Banque Thaler S.A., Genève

Genève, le 15 mars 2010

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels (bilan, compte de résultats et annexe) de Banque Thaler S.A. pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2009.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

□ × □

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2009

1 COMMENTAIRES RELATIFS A L'ACTIVITE ET MENTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL

L'activité principale de la Banque est la gestion de patrimoine ainsi que toutes les opérations bancaires et financières s'y rattachant. L'effectif du personnel au 31 décembre 2009 est de 23 personnes convertis en place de travail à temps complet (22 au 31 décembre 2008).

2 PRINCIPES COMPTABLES ET PRINCIPES D'EVALUATION

La tenue de la comptabilité, ainsi que les principes comptables et d'évaluation sont conformes aux normes comptables prescrites dans le Code des Obligations et la Loi Fédérale sur les Banques complétées par les dispositions de son Ordonnance et par les directives de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

A) PRINCIPES COMPTABLES

CREANCES SUR LES BANQUES ET SUR LA CLIENTELE

Les créances sur les banques et la clientèle sont portées au bilan à leur valeur nominale. Les provisions spécifiques constituées en couverture des risques de recouvrement identifiés sont comptabilisées sous la rubrique "Correctifs de valeurs et provisions".

PORTEFEUILLES DE TITRES DESTINES AU NEGOCE

Les positions du portefeuille de négoce sont évaluées au cours de marché si elles sont négociées auprès d'une bourse reconnue ou sur un marché représentatif. Si ces conditions ne sont pas remplies, elles sont évaluées selon le principe de la valeur la plus basse entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont comptabilisées selon le principe de la valeur la plus basse entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition.

□ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □ × □

3.2 REPARTITION DES PORTEFEUILLES DE TITRES ET DE METAUX PRECIEUX DESTINES AU NEGOCE, DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET DES PARTICIPATIONS

	2009	2008
PORTEFEUILLES DE TITRES ET DE MÉTAUX PRÉCIEUX DESTINÉS AU NÉGOCE		
Titres de créance cotés *	-	-
Titres de créance non cotés	571'905	-
Titres de participation cotés *	23'917	256'000
Titres de participation non cotés	3'016'653	2'715'492
TOTAL	3'612'475	2'971'492

- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidité - -

* cotés = négociés auprès d'une bourse reconnue

	VALEUR COMPTABLE		JUSTE VALEUR	
	2009	2008	2009	2008
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Titres de participation	538'000	-	538'000	-
- dont propres titres de participation	538'000	-	538'000	-
TOTAL	538'000	-	538'000	-

- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidité - -

	NOMBRE		VALEUR COMPTABLE	
	2009	2008	2009	2008
INDICATIONS RELATIVES AUX PROPRES TITRES DE PARTICIPATIONS CONTENUS DANS LES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Etat au début de l'exercice	-	-	-	-
Achat	200	-	538'000	-
Etat à la fin de l'exercice	200	-	538'000	-

	2009	2008
PARTICIPATIONS		
Participations sans valeur boursière	45'932	46'112

□ x □

3.9 JUSTIFICATION DES CAPITAUX PROPRES

	2009	2008
CAPITAUX PROPRES AU 1ER JANVIER		
Capital social libéré	20'000'000	20'000'000
Réserve légale générale	5'900'000	4'840'000
Autres réserves	2'264'175	2'264'175
Bénéfice au bilan	7'983'201	11'114'460
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AU 1ER JANVIER (AVANT RÉPARTITION DU BÉNÉFICE)	36'147'376	38'218'635
+ Attribution à la réserve légale générale	500'000	1'060'000
- Prélèvement en faveur de la réserve légale générale	(500'000)	(1'060'000)
- Dividende	(6'000'000)	(10'000'000)
+ Attribution aux autres réserves	235'825	-
- Prélèvement en faveur des autres réserves	(235'825)	-
+ Attribution à la réserve pour propres titres de participation	538'000	-
- Prélèvement sur les autres réserves	(538'000)	-
+ Bénéfice de l'exercice	4'222'227	7'928'741
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE (AVANT RÉPARTITION DU BÉNÉFICE)	34'369'603	36'147'376
dont Capital social libéré	20'000'000	20'000'000
Réserve légale générale	6'400'000	5'900'000
Autres réserves	1'962'000	2'264'175
Réserve pour propres titres de participation	538'000	-
Bénéfice au bilan	5'469'603	7'983'201

□ x □

3.11 INDICATION DES CRÉANCES ET DES ENGAGEMENTS ENVERS LES SOCIÉTÉS LIÉES AINSI QUE DES CRÉDITS AUX ORGANES

Les organes ont des engagements auprès de la Banque pour un montant de CHF 99'664 (2008: CHF 177'492). Ce montant n'inclut pas les créances sur et les engagements envers les participations qualifiées mentionnées au pied du bilan pour un montant de respectivement CHF 346'508 et CHF 1'837'117. Les créances sur les participants qualifiés correspondent à des comptes courants débiteurs. Les intérêts prélevés sur ces comptes correspondent à ceux du marché. Les engagements envers les participants qualifiés correspondent à des comptes courants. Ces comptes ne sont pas rémunérés.

3.12 DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

	2009	2008
AUTRES ACTIFS		
Valeurs de remplacement positives découlant d'instruments dérivés	5'743'910	17'784'499
Autres	36'077	33'933
TOTAL	5'779'987	17'818'432
AUTRES PASSIFS		
Valeurs de remplacement négatives découlant d'instruments dérivés	5'264'654	16'831'027
Autres	2'296'104	1'548'613
TOTAL	7'560'758	18'379'640



4.3 RÉPARTITION DES OPÉRATIONS FIDUCIAIRES

	2009	2008
Placements fiduciaires auprès de banques tierces	173'373'213	286'075'180

4.4 REPARTITION DES AVOIRS DE LA CLIENTÈLE (EN MILLIONS DE FRANCS SUISSES)

	2009	2008
GENRE D'AVOIRS DE LA CLIENTÈLE		
Avoirs sous mandat de gestion	1'056	866
- dont en dépôt chez des tiers	79	84
Autres avoirs	642	572
TOTAL DES AVOIRS DE LA CLIENTÈLE	1'698	1'438
Apports / Retraits nets d'argent frais auprès de la Banque	(10)	90

- Les avoirs de la clientèle sont composés d'actions, d'obligations, de fonds de placements, de dépôts fiduciaires, de produits structurés, d'autres titres et de liquidités. Les intérêts courus font partie des avoirs de la clientèle.
- Il n'y a pas de prises en compte double.
- Les autres avoirs correspondant à la définition de "more-than-custody-only" comprennent tous les avoirs déposés auprès de la Banque pour lesquels les clients n'ont pas signé un mandat de gestion. Le tableau ci-dessus ne représente pas d'avoirs "custody-only".
- Les apports et retraits nets d'argent frais prennent en compte uniquement les nouveaux apports et les retraits (sans prise en compte des intérêts ou commissions).

